

LE DEVOIR, LES SAMEDI 1^{er} ET DIMANCHE 2 DÉCEMBRE 2007

C 7

ÉCONOMIE

Procès Jitec

Benoît Laliberté a joué sur trop de tableaux au goût de l'AMF

ROLANDE PARENT

Aux yeux de l'industrie des marchés financiers (AMF), Benoît Laliberté, *de roi et maître de Jitec*, a joué sur trop de tableaux quand il était administrateur de la firme informatique Jitec, cotée à la Bourse de Montréal, en 2000.

Non seulement il a fait miroiter des ententes commerciales faussant pour stimuler l'achat d'actions de Jitec, mais il a, en plus, incité ceux qui en avaient déjà les conserves ou en acheter davantage en leur promettant de compenser d'éventuelles pertes.

Pour cette double violation de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec, et bien d'autres, l'AMF a demandé à la juge Luce Lacroix-Lamontagne de la Cour du Québec, hier, de prononcer un verdict de culpabilité contre Laliberté. L'AMF réclame des amendes totales de 17 millions pour 48 violations de la loi. En fin de séance, la juge a fixé à 14h le 11 février prochain le prononcé de son verdict.

Il importe de rappeler qu'au plus fort du marché boursier, la valeur de Jitec s'établissait à 440 millions. En fin de compte, après que Jitec fut devenu Advantage Link, le titre a cessé d'être coté, en décembre 2002.

Dans la plaidoirie finale de l'AMF, M. Marc-Aurèle Fabien a présenté Benoît Laliberté comme « *de roi et maître de Jitec* » et un « *enigme* » en ses qualités de président, principal actionnaire (70 % des actions) et membre du conseil d'administration.

Un courtier

À ce propos, 30 des 48 constatations d'infraction déposées contre lui ont trait à une série d'achats d'actions de Jitec faits par l'entremise de son courtier, Jean-Pier

re Boisé, considérés par l'AMF comme des transactions d'insid.

M. Fabien s'est employé à démolir la thèse de la défense voulant que le courtier en question avait travaillé sur le titre de Jitec à sa discrétion, après le mandat donné par Laliberté d'acquiescer 250 000 actions de Jitec avant le 31 décembre 2000.

Selon l'AMF, le courtier en question a acheté tout près de 200 000 actions au début d'août 2000, au moment où Laliberté disposait d'une information privilégiée relative aux titres de Jitec. Pour que ces achats faits par le courtier sur le titre de Jitec soient considérés comme légitimes, il aurait fallu qu'ils aient été faits dans le cadre d'un « *plan d'achat* » dont les conditions auraient été arrêtées par écrit, avant que Laliberté obtienne la connaissance de l'information privilégiée, à la valeur M. Fabien.

Pour ce qui est des informations fausses et trompeuses fournies par Laliberté à des investisseurs de Drummondville, le 4 octobre 2000, sur l'immensité ou l'existence de contrats de millions de dollars, l'AMF attribue à la banque cette conduite dérogatoire.

« *C'est un Laliberté sincère et désintéressé qui se présente devant les investisseurs de Drummondville* », a avancé M. Fabien. Un article dévastateur pour Jitec est sorti dans *The Gazette* et, quelques jours auparavant, le titre s'était effondré à 43.

Pour éviter que les détenteurs d'actions de Jitec ne se fassent, Laliberté se serait porté garant de la valeur ou du prix éventuel des titres, estime l'AMF.

Pour cela et pour le reste, il appartient maintenant à la juge Lamontagne de voir ce qu'il en est.

Benoît Laliberté était absent de la salle d'audience au cours des derniers jours.

La Presse canadienne

FTQ

SUITE DE LA PAGE C 1

purge de son programme tous les éléments « *remettant en cause l'ordre syndical établi* ».

« *Cela a peut-être été le cas avec d'autres partis dans le passé mais nous ne laisserons pas les centres syndicaux rédiger notre programme* », a répliqué, piqué au vif, le chef de l'ADQ.

L'attitude belliqueuse avec laquelle M. Arseneault entendrait son mandat à la tête de la plus grande centrale syndicale au Québec n'a guère rien de bon, a poursuivi M. Durocher.

« *Il est en rupture avec ses prévisions avec ce qu'on pouvait avoir des différents mais qui étaient des terre-à-terre* », a-t-il dit, invitant M. Arseneault à se préoccuper de la crise financière plutôt que de discuter sur le programme adéquat.

Au sujet de la crise manufacturière, le président de la FTQ s'en prend principalement au gouverne-

ment conservateur de Stephen Harper, qui selon lui, « *ne fait rien pour assumer les misères de l'industrie* ».

Onze pratique un libre-échange « *plus catholique que le pape* », en restant les bras croisés pendant que son partenaire américain ne se gêne pas pour subventionner ses producteurs.

« *On ne fait pression pour avoir un gouvernement plus interventionniste* », a dit M. Arseneault, reprochant aussi aux entrepreneurs manufacturiers d'avoir négligé de moderniser leurs installations pendant les années de riches années.

Parmi les priorités de la nouvelle direction de la FTQ figure également « *la défense* » du réseau public de la santé. M. Arseneault entend combattre « *avec et contre* » toutes tentatives d'insécurité du secteur privé dans le système public.

Âgé de 56 ans et originaire de la Gaspésie, Michel Arseneault a été électricien chez Mines Gaspé avant de devenir en 2000, direc-

teur québécois du Syndicat des Métallurgistes. Au 28^e Congrès de la centrale, qui a pris fin vendredi à Québec, il était le seul candidat en lice pour succéder à M. Masse, parti à la retraite.

Son accession à la présidence n'a pas plu à quatre syndicats locaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean dont les représentants ont claqué la porte du congrès.

M. Arseneault a attribué cette dissidence à une campagne de dénigrement que mène contre lui depuis des semaines un animateur radio québécois influent de la région.

Le mécontentement de quelques syndicats affiliés n'affaiblit pas, selon lui, son leadership.

« *Sur 1 000 délégués, il y en a plus de 1000 qui ont approuvé ma candidature à la présidence, ce n'est pas si mal. Je connais pas mal de politiciens qui auraient aimé ça obtenir 50,5 % d'appui* », a-t-il analysé.

La Presse canadienne

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Musée de la nature et des sciences

DIRECTION GÉNÉRALE
2^e CONCOURS

Créé il y a plus de 100 ans, le Musée du Séminaire de Sherbrooke devient depuis 2002 le Musée de la nature et des sciences, pour mission de sensibiliser un vaste public au principe du développement durable. Pour ce faire, le Musée partage des connaissances scientifiques à un public de tous âges. Il a pour programmes variés, éducatifs et accueils, tout en conservant et en mettant en valeur ses collections de patrimoine naturel. Également, grâce à son Centre de production scientifique (CPS), le Musée développe des produits monothématiques et de communication variés et innovateurs. Les produits et l'expertise du CPS sont d'ailleurs offerts, aux autres organismes culturels, patrimoniaux et scientifiques. Le Musée de la nature et des sciences est installé au cœur du Vieux Sherbrooke dans une partie de l'édifice John Kayer juché sur les berges de la rivière Magoy.

L'édifice (Développement durable) est responsable de planifier, organiser, diriger et contrôler l'ensemble des opérations du Musée afin d'offrir des services et des produits de qualité et d'assurer l'efficacité, l'efficience et la croissance de l'organisme.

• Lutte de la lutte à la planification stratégique (incluant la situation du Musée, ses objectifs, sa vision, ses rôles, ses services et produits à privilégier, marchés et tendances), actualiser la mission, définir une vision et planifier l'avenir avec le conseil de planification stratégique.

• Préparer et assurer le contrôle des budgets annuels.

• Gérer les ressources humaines et matérielles, recherche de financement et projet d'investissement, demandes de subventions, négociation des contrats.

• Superviser les ressources humaines (évaluation, embauche, perfectionnement, etc.).

• Coordonner les activités des services et assurer la circulation d'information (communication interne).

• Réviser les différents politiques et normes, incluant le maintien de la norme « Qualité » de l'industrie Québec.

• Coordonner les relations des divers comités (conseil d'administration, planification stratégique, direction).

• Mettre en place les directives du Conseil et rendre compte du rendement à celui-ci.

• Assurer la représentation du Musée par le réseautage, l'implication dans le milieu, conseil et expertise régionale, nationale et internationale.

• Réaliser et évaluer toutes les activités de promotion et de relations publiques (communiqués et conférences de presse, placements médias, etc.).

QUALIFICATIONS REQUISES

• Un diplôme universitaire dans une discipline pertinente (Administration, Management, Sciences, Arts, etc.).

• Des 10 ans d'expérience en gestion dans un domaine relié ou connexe (tant en tant que directeur).

• Connaissance du milieu de la muséologie ou de la culture.

• Expérience avec un conseil d'administration ou similaire.

• Habiletés politiques ainsi qu'à travailler en équipe et à rassembler, bon communication, diplomatie, vision, polyvalence, capacité stratégique.

• Bilinguisme.

Veuillez transmettre votre candidature à :

Mme Odette Lemaire -
Désormais, Soutier, Caron et associés
au plus tard le 14 décembre 2007 à :
o.lemaire@esc.gc.ca

M. Bernard Hays
Président du conseil d'administration
Musée de la nature et des sciences
www.museequebec.com

Coordonnateur des projets industriels

La direction des installations centrales du Groupe de recherche en physique et technologie des couches minces (GCM) est à la recherche d'un coordonnateur des projets industriels pour effectuer le développement d'affaires, assurer la gestion de projets sur les principaux contrats et participer à la mise en œuvre d'un plan d'affaires qui soutienne les orientations stratégiques retenues par le GCM.

La personne recherchée détient un diplôme universitaire de premier cycle en sciences ou en génie dans une discipline scientifique appropriée, combiné avec cinq années d'expérience, préférentiellement acquises en gestion de projets et en développement d'affaires en milieu industriel. Un diplôme de second cycle dans une discipline pertinente sera considéré comme un atout important.

Si vous êtes intéressé par ce poste, vous êtes prié de visiter le site Web de l'École Polytechnique au www.polytechnique.ca, sous la rubrique « Offres d'emploi » afin de prendre connaissance des responsabilités et des exigences du poste.

Mise en candidature

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 15 décembre 2007 à :

Service des ressources humaines
École Polytechnique de Montréal
C.P. 607, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3A7
Courriel : info-dotation@polytechnique.ca



Seuls les candidats retenus recevront une réponse écrite.

Conformément aux exigences provinciales en matière d'immigration au Canada, cette offre est ouverte aux personnes de tous pays résidents au Canada ou à l'étranger.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS
Jean-François Bossé
888 514-985-3444
jfbosse@ledevoir.com

THE BALSILLIE SCHOOL of INTERNATIONAL AFFAIRS

Êtes-vous prêt à construire l'avenir?



Jim Balsillie
Co-CEO Research In Motion

La Balsillie School of International Affairs rassemble présentement un groupe d'experts extraordinaires pour étudier les idées, les acteurs, les marchés, les règles et les institutions qui contribuent à une gouvernance mondiale efficace. Issue d'un partenariat entre l'Université de Waterloo et l'Université Wilfrid Laurier, et travaillant en coopération avec le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, la Balsillie School entend être un incubateur à pensées où les réponses prennent forme.

La Balsillie School recherche présentement des collaborateurs et des titulaires de chaires dévoués à plein temps à l'étude des affaires internationales et de la gouvernance mondiale. L'école prévoit poursuivre la recherche dans un vaste étendu de domaines pour se prémunir de conseils, d'idées et de la pensée créatrice essentiels au façonnement de notre avenir. Elle entend être un lieu où ce que vous savez et ce que vous faites peut avoir des répercussions sur le monde.

Si vous désirez participer à l'élaboration de ce nouveau regard sur le monde, contactez info@balsillieschool.ca.

Où les réponses prennent forme



www.balsillieschool.ca